



Éducation monde

Édito du 13 février 2026



Des conditions de travail en danger mais préservées

La CFDT Éducation monde a siégé au comité social d'administration de l'AEFE du 11 février 2026. Lequel s'est tenu dans un contexte budgétaire particulièrement tendu.

La **mise en place de la PSC** continue de susciter incompréhension et colère en créant une rupture d'égalité manifeste : à l'étranger, les remboursements plafonnés à 90 % contrastent avec les 100 % appliqués en France.

En outre, il est à craindre qu'elle soit financée par une baisse de l'ISVL/ICCVL. Ce qui est profondément injuste : on ne peut financer une réforme générale comme la PSC en ponctionnant l'indemnité d'une seule catégorie de personnels. L'Agence affirme qu'aucune réforme de l'ISVL n'est actée à ce stade. La CFDT Éducation monde restera vigilante.

Par ailleurs, la **carte des emplois** persiste dans l'opacité. Près de 500 postes ont changé de statut entre l'annonce du mouvement et la situation finale. Une centaine serait gelée pour 2026. C'est-à-dire supprimée l'année suivante.

Ce CSA a donc confirmé une tendance préoccupante à l'austérité budgétaire et à la baisse du pouvoir d'achat. Entre autres.

La CFDT Éducation monde continuera de défendre les emplois et le pouvoir d'achat. Pays par pays, établissement par établissement. Pour les contrats AEFE comme pour les personnels de droit local, **quel que soit l'emploi occupé.**

Notre exigence : équité, transparence, moyens. Pour une PSC réellement protectrice et équitable, pour des **prestations familiales** justes et adaptées, pour la transparence sur la carte des emplois, et pour un dialogue social sincère et respectueux.

Malgré le contexte d'inquiétudes diverses, la CFDT Éducation monde gardera le cap pour tous les personnels.

